

rieur et du marché latino-américain (sans parler du reste du marché mondial), et ne tiennent aucunement compte non seulement du fait qu'une telle éventualité est peu probable, même dans le cas d'une évolution normale de l'économie américaine, et devient absolument impossible si l'on part de la perspective de la crise inévitable aux Etats-Unis qui poussera ceux-ci à un expansionnisme encore plus brutal sur l'ensemble du marché mondial.

Nous avons délibérément laissé de côté une série d'autres facteurs qui entrent dans le rapport des Seize, mais qui ne sont pas moins aléatoires. Voici les principaux d'entre eux :

a) Le Rapport mise sur une aide américaine de 22 milliards de dollars (après avoir indiqué le chiffre de 29 milliards) et on sait qu'il n'est plus question, même dans le cas le plus favorable, de voir le congrès consentir plus de 17 milliards, soit une réduction de 22 % environ. Dans ces conditions, comment pourront se réaliser les prévisions du rapport en ce qui concerne les niveaux de production et la stabilisation monétaire ?

b) Le rapport mise sur l'abaissement des prix et, en tout cas, sur leur stabilisation aux Etats-Unis, et sur une stabilisation monétaire rapide dans les pays bénéficiant du plan. Ni l'un ni l'autre ne sont choses sûres, au moins dans les délais nécessaires à la réussite du plan. Au contraire, l'année 1948 commence aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe avec une nouvelle poussée inflationniste.

c) Le rapport fait naturellement abstraction de la lutte des classes et suppose un climat de « paix sociale » qui lie les ouvriers aux conditions de production favorables pour les capitalistes. (Pas de grèves, blocage des salaires,

restrictions alimentaires, augmentation des heures de travail.) Il suffit de mentionner les luttes ouvrières qui ont éclaté en France et en Italie à partir du milieu de 1947 et de dresser leur bilan sur le terrain économique pour mesurer tout le caractère précaire de ces calculs.

d) Le rapport n'envisage pas avant la fin de 1951 l'éclatement de la crise économique aux Etats-Unis qui, naturellement, bouleversera la situation économique et politique mondiale.

Encore une remarque supplémentaire : le rapport ne donne aucune indication concrète sur la question capitale, à savoir comment, dans le cas hypothétique d'une augmentation de la production selon ses prévisions, assurera-t-on les marchés extérieurs nécessaires pour les surplus de cette production, vu la concurrence des Etats-Unis et le bouleversement (admis du reste par le rapport) des voies naturelles du commerce mondial d'avant guerre avec les pays de l'Europe orientale, de l'Amérique latine et de l'Asie. Avant même l'application du plan Marshall et avant que la production ait atteint les niveaux prévus par le rapport, les exportations de la plupart des pays participants montrent une tendance déclinante du fait de la saturation des marchés disponibles et de l'impossibilité d'en trouver d'autres (2).

Tout le problème est là : il y aurait, malgré tous les obstacles naturels, une perspective de redressement de l'économie européenne s'il y avait une perspective de nouveaux marchés. Mais la guerre a conduit à un changement de structure du monde capitaliste, dominé par la puissance des Etats-Unis, dont le développement détermine l'élimination des autres puissances capitalistes du marché mondial, et leur limitation extrême à la portion congrue.

Le point de vue de Washington

Le rapport des Seize, tout en étant contrôlé par les experts de Washington, exprime le point de vue des capitalistes européens sur la façon d'utiliser les fonds américains pour arriver à restaurer l'économie de l'Europe occidentale, au moins dans ses dimensions et ses possibilités de 1938. Il apparaît, d'autre part, clairement de ce Rapport que les capitalistes britanniques et, dans une moindre mesure, les capitalistes français comptent prendre la tête de cette réorganisation de l'Europe occidentale, en se taillant la part du lion dans les fonds américains, et en infé-

riorisant le plus possible le développement des autres pays européens, spécialement de l'Allemagne.

Les événements qui ont eu lieu depuis la publication du rapport démontrent que Washington envisage cette question d'un autre point de vue. Pour l'Amérique il ne s'agit pas d'une re-

(2) Par exemple, les exportations françaises stagnent depuis le milieu de 1946 et leur partie destinée aux pays à « devises fortes », principalement les Etats Unis, a même fortement décliné. Mêmes constatations pour les exportations italiennes, belges, hollandaises.

construction désintéressée de l'économie européenne ; il s'agit de relever le capitalisme occidental européen dans la mesure où ce relèvement reste inoffensif pour l'économie américaine, et lui garantit de nouveaux débouchés ainsi que tous les avantages politiques et militaires jugés par Wall Street indispensables à sa politique mondiale. De ce point de vue, Washington se prépare à accorder une aide qui est : a) limitée, pour ne pas risquer de renflouer sérieusement l'économie euro-

péenne ; b) dirigée et contrôlée, pour ne pas provoquer un développement autonome des forces productives européennes capable de concurrencer sa propre économie ; c) favorisant l'Allemagne plutôt que l'Angleterre et la France, afin de tenir plus fermement dans ses mains le contrôle de l'ensemble de l'économie de l'Europe occidentale.

Analysons brièvement ces considérations.

Aide limitée

On sait que l'administration américaine a déjà admis le point de vue du leader républicain Vandenberg de réduire la somme de 22 milliards de dollars qui figure dans le rapport des Seize à 17 milliards. Sur la base de ce chiffre, Truman a demandé au Congrès d'accorder pour les quinze premiers mois de la mise en vigueur du plan Marshall la somme de 6.800 millions de dollars. Mais même cette somme réduite n'est pas encore certaine. Il y a, en effet, dans une fraction du Congrès, une forte tendance à ramener cette aide à 4 millions de dollars pour les douze

premiers mois de l'application du plan, c'est-à-dire à moitié environ du déficit en dollars prévu par le rapport des Seize pour l'année 1948.

D'autre part, le sénateur Taft s'est prononcé pour une réduction à 3 milliards de dollars. Même si le Congrès vote la somme optima demandée par Truman, celle-ci reste considérablement inférieure à celle prévue dans le rapport des Seize et sur laquelle est basée, en définitive, la possibilité (selon le rapport) d'atteindre à la fin de 1951 le niveau économique de 1938.

Aide dirigée et contrôlée

Washington entend faire de l'économie de l'Europe occidentale non pas une économie autonome qui se développe en fonction de ses propres intérêts, et par conséquent en concurrence à l'économie américaine, mais une économie complémentaire de celle-ci.

Pour parvenir à ce résultat, les dirigeants américains prévoient une série de conditions qui doivent être remplies en échange de l'aide américaine, et dont certaines sont apparues déjà clairement lors des récents accords conclus avec la France et l'Italie à l'occasion de l'octroi de crédits « intérimaires » rendus nécessaires pour faire face à la crise économique dans ces pays jusqu'à l'application du plan Marshall. Washington aura droit tout d'abord à un regard direct sur l'utilisation de l'aide accordée, et pourra suspendre à toute nation qui ne se conforme pas à ses directives.

Ainsi, la fameuse section 5 de la loi américaine sur l'aide « intérimaire » accordée à la France, à la suite du pacte franco-américain signé par Bidault et J. Caffery, le 2 janvier 1948 stipule :

SECTION 5. (Paragraphe A). — Les gouvernements bénéficiaires de l'aide

américaine s'engageront à faire un emploi efficace de tout produit fourni...

(Paragraphe C). — Les gouvernements bénéficiaires s'engageront à donner une publicité complète et permanente par tous les moyens possibles (y compris la presse et la radiodiffusion gouvernementales) afin de faire connaître aux consommateurs l'affectation, la source, la nature et la quantité des produits fournis.

(Paragraphe D). — Les gouvernements bénéficiaires s'engageront à remettre au gouvernement américain tous renseignements relatifs à la méthode de distribution et à l'utilisation des produits.

SECTION 6. — LE PRESIDENT DES ETATS - UNIS METTRA RAPIDEMENT FIN A L'OCTROI D'AIDE A TOUT PAYS CHAQUE FOIS QU'IL SE RENDRA COMPTE QUE CE PAYS NE RESPECTE PAS LES TERMES DE L'ACCORD QU'IL A CONCLU CONFORMEMENT A LA SECTION 5 DE CETTE LOI.

D'autre part, Washington désigne les marchandises avec les quantités qui doivent être obligatoirement achetées aux Etats-Unis, ainsi que les marchandises dont la production ne doit pas être entreprise par les pays bénéficiaires.